

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 76 (1931)
Heft: 7

Artikel: Le début de la guerre de 1914 en Autriche-Hongrie [fin]
Autor: Feyler, F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-341378>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le début de la guerre de 1914 en Autriche-Hongrie¹

(Fin)

En fait, le passage du plan B au plan R et de la guerre prévue sur un front à la guerre sur deux fronts, ne s'effectua pas sans quelques troubles. Le 12 août, date à laquelle l'offensive contre les Serbes devait commencer, six D.I. et quatorze brigades de montagne, de marche et de landsturm, se trouvèrent rassemblées sur la Drina, et sept divisions, trois brigades de marche et de landsturm et la 10^e D. C. sur la Save et le Danube. De ces forces, huit divisions auraient dû être transportées en Galicie si le projet du Groupe minimum des Balkans avait été respecté. Cinq seulement le furent, et comme on le verra, trois n'échappèrent pas au risque du voisinage des opérations serbes. Une demi-division fut encore envoyée, au préjudice de la concentration en Galicie, en compensation partielle du retrait de la 2^e armée². En définitive, au lieu des huit D. I. et 8 ½ brigades diverses du Groupe minimum, 10 ½ D. I. et 9 brigades diverses firent face aux Serbes.

Quant aux transports de troupes destinées au nord envoyées au sud, ils ne commencèrent que le 18 août, si bien que, le 20, le déficit de la concentration galicienne fut de 2 D.I. et quelques brigades. Ce ne fut qu'après les derniers débarquements au

¹ Durant les derniers mois de sa vie, le colonel Feyler avait composé le manuscrit d'une importante étude relative à la « guerre européenne », traitant notamment des débuts de la guerre de 1914 en Autriche-Hongrie, en Serbie, en Galicie et en Russie. Nous donnons dans la présente livraison la fin de la première étude, nous réservant de publier ultérieurement la suite de cet intéressant document. (Rév.)

² Outre l'ouvrage du Bundesministerium, on peut consulter, au sujet de ces faits, KISSLING : *Oesterreich-Ungarns Kriegsvorbereitungen*. Avant la publication du Bundesministerium, cette brochure, qui avait été vérifiée par le général Conrad, était déjà une source de première main. Détail dans FEYLER : *Les campagnes de Serbie en 1914 et 1915*.

front du nord, le 9 septembre, que l'état des effectifs austro-hongrois fut de 39 ½ D. I., 11 D. C. et 7 ½ brigades diverses ¹.

Entre temps, la question du commandement suprême, elle aussi revenue sur le tapis à la suite de l'intervention de la Russie, avait été réglée comme suit : Délégué de l'empereur François-Joseph, l'archiduc Frédéric exercerait les fonctions de général en chef, avec le général Conrad comme chef d'état-major. Sous son autorité, le commandement sur les troupes affectées aux opérations de Serbie était confié au Feldzeugmeister Oskar Potiorek, gouverneur de Bosnie et d'Herzégovine, commandant de la 6^e armée.

En revanche, aucune décision n'avait réglé la direction des opérations qu'Austro-Hongrois et Allemands devaient mener ensemble contre les Russes. Au moment où le gouvernement du Tzar avait résolu de mobiliser dans quatre gouvernements contre l'Autriche, et avant même que l'on eût appris à Berlin et à Vienne que, de partielle, cette mobilisation était devenue générale, quelque divergence d'attitude avait paru se produire entre les autorités politiques et les autorités militaires allemandes. Les premières ayant été amenées à ne plus croire, comme au début des pourparlers diplomatiques, à une neutralité assurée de l'Angleterre, s'appliquèrent peu à peu à modérer les intentions belliqueuses du gouvernement austro-hongrois, tandis que les propos des seconds eurent pour effet, dans la journée décisive du 31 juillet, de les encourager. Conrad fournit à ce sujet des indications caractéristiques.

Le 30, il avait été mandé par l'empereur François-Joseph pour délibérer sur la mobilisation russe contre l'Autriche. Le comte Berchtold avait pris part à l'entretien, dont la conclusion avait été de persister dans la guerre contre la Serbie, de décliner sous la forme la plus polie, les propositions britanniques d'accommodement, et de répondre à la menace russe par un ordre de mobilisation générale. Toutefois, la prise ferme de cette dernière résolution fut ajournée au lendemain. Guillaume II semblait esquisser un recul, et l'opinion à Berlin

¹ Pour le détail, consulter l'ouvrage de CONRAD : *Aus meiner Dienstzeit*. Bd. IV, p. 301 et ses annexes, notamment la 8^e. Il y a lieu d'ajouter le corps de landwehr allemand. en Silésie.

paraissait affectée par la déclaration officielle de l'Italie qu'elle ne se considérait pas comme tenue de s'aligner aux côtés de ses alliés dans une guerre au sujet de laquelle elle n'avait pas été consultée selon les termes du traité de la Triple Alliance. L'officier de renseignements à l'état-major allemand, capitaine Fleischmann, avait télégraphié le résultat d'une conversation qu'il venait d'avoir avec de Moltke, lequel conseillait de ne pas répliquer à la mobilisation russe avant que l'état de guerre avec la Russie fût certain. « Nous ne déclarerons pas la guerre aux Russes, avait répondu Conrad, et ne la commencerons pas. »

Cet échange de propos répondait à la situation diplomatique du moment. La Chancellerie allemande s'efforcera de montrer la Russie dans son tort, génératrice et responsable de la guerre générale.

Or, le 31 au matin, Conrad trouva sur sa table de travail deux télégrammes de Berlin. L'un était de de Moltke personnellement, rédigé sur un ton très différent de la communication de Fleischmann arrivée la veille :

« Tenir tête à la mobilisation russe ; l'Autriche-Hongrie doit être conservée et doit mobiliser immédiatement contre la Russie. L'Allemagne mobilisera. Par des compensations, contraindre l'Italie à remplir son devoir d'alliée ».

L'autre télégramme était de l'attaché militaire austro-hongrois, Bienert :

« Moltke dit que la situation deviendra critique si la monarchie austro-hongroise ne mobilise pas immédiatement contre la Russie. La déclaration de celle-ci sur la nécessité de sa mobilisation appelle de la part de l'Autriche-Hongrie des contre-mesures dont il y aurait lieu d'exposer officiellement les motifs. Ainsi serait fourni à l'Allemagne le *casus fœderis*. A l'Italie, assurer des compensations qui, par un arrangement honorable, la retiennent dans l'Alliance. Ne pas laisser un seul homme à la frontière italienne. Décliner la nouvelle démarche britannique pour le maintien de la paix. La guerre européenne est le dernier moyen de conservation qui s'offre à l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne marchera sans réserve. »

Conrad se rendit aussitôt auprès de Berchtold qui,

d'ailleurs, l'avait convoqué à un entretien, ainsi que divers ministres.

— Ah ! bien, voilà qui est réussi, s'exclama Berchtold, après avoir entendu lecture des dépêches apportées par Conrad. Qui gouverne ? Moltke ou Bethmann ?

Et, à son tour, il donna connaissance aux personnages présents d'un télégramme, de la veille au soir, envoyé par l'empereur Guillaume à François-Joseph :

« Je n'ai pas cru pouvoir rejeter la demande personnelle du Tzar d'entreprendre une tentative de médiation pour empêcher une conflagration générale et maintenir la paix du monde, et hier et aujourd'hui, j'ai fait soumettre des propositions à Ton gouvernement par mon ambassadeur. Elles prévoient, entre autres choses, que l'Autriche-Hongrie, après l'occupation de Belgrade ou d'autres localités, fasse connaître ses conditions. Je Te serai sincèrement reconnaissant de me faire part le plus tôt possible de Ta décision. »

Berchtold ajouta, s'adressant à Conrad :

— Je vous ai fait venir parce que j'avais l'impression d'une Allemagne qui « flanchait ». Mais j'ai maintenant la déclaration la plus rassurante de la plus haute autorité militaire.

Sur quoi fut prise définitivement la résolution de mobiliser, demeurée en suspens la veille. L'ordre serait soumis le jour même à l'agrément de l'empereur.

* * *

Ce n'est, d'ailleurs, pas à Vienne seulement que régnait la défiance envers l'alliée, elle régnait réciproquement à Berlin. « L'Autriche-Hongrie va-t-elle nous laisser en plan ? demandait Moltke à Conrad. Le retour de confiance ne se produisit que dans la journée du 31¹.

La veille au soir, Conrad avait avisé Moltke de la résolution du Conseil des ministres de persister dans la guerre contre la Serbie. « Le reste de l'armée sera mobilisé, avait-il ajouté, et concentré en Galicie. » D'autre part, l'empereur François-

¹ THÉOBALD VON SCHÄFER : *Generaloberst von Moltke in den Tagen vor der Mobilmachung und seine Einwirkung auf Österreich-Ungarn*. Revue *Die Kriegsschuldfrage*, août 1926.

Joseph avait fait tenir un télégramme personnel à Guillaume II : « L'attitude comminatoire de la Russie ne détournera pas mon armée de son action contre la Serbie. »

De ces messages, qui correspondaient à la pensée régnante à Vienne du manque d'empressement de l'Allemagne, l'état-major allemand avait inféré que le gros des forces austro-hongroises ne serait pas réuni contre la Russie. Moltke avait alors convoqué le capitaine Fleischmann, lequel avait télégraphié à son chef : « Excellence Moltke prie V. E. de ne pas détourner vers la Serbie de grosses forces indispensables à l'opération principale qui, à son avis, est l'opération contre la Russie. L'Allemagne ne dispose pas d'une force suffisante pour protéger ses derrières contre celle-ci. »

Ce télégramme fut expédié le soir du 31, à 18 h. 05, mais par deux fois déjà, dans l'après-midi, Moltke avait adressé des messages télégraphiques à Conrad. Le second, notamment, était de nature à lever tous les doutes. Il annonçait la mobilisation de toute l'armée allemande dans le plus court délai : « Guerre contre la Russie et contre la France. L'Allemagne se tient ferme aux côtés de l'Autriche. S. E. vous renouvelle sa mise en garde contre une offensive en Serbie ; toutes les forces disponibles doivent être dirigées contre la Russie. »

Mais ce message ne parvint à destination que dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, exactement à minuit, et, entre temps Conrad, ayant appris par ailleurs la résolution de l'Allemagne de déclarer la guerre à la Russie et à la France, avait requis des précisions du général de Moltke : « Je prie S. E. von Moltke de m'informer de façon certaine si, maintenant, on peut compter irrévocablement que la grande guerre sera entreprise immédiatement et incontestablement contre la Russie, afin que nous ne risquions pas d'abandonner la guerre contre la Serbie sans le motif de la guerre russe. Ce renseignement certain nous est indispensable et urgent en raison des résolutions que nous avons à prendre ici. »

Ce message téléphonique avait été communiqué à Moltke à 22 h. 50, et, à 23 h. 20, la réponse était partie : « L'Allemagne a adressé des ultimata à la Russie et à la France avec délai de détermination expirant le 1^{er} août à 16 heures. Si la

réponse n'est pas satisfaisante, la mobilisation sera ordonnée demain. »

Trois heures plus tard, Moltke ayant eu un entretien au ministère des Affaires étrangères, nouveau message : « L'Allemagne a requis de la Russie qu'elle révoquât immédiatement toutes les mesures militaires qu'elle a prises contre l'Allemagne et l'Autriche. Si la Russie décline cette exigence, la déclaration de guerre de l'Allemagne suivra immédiatement. La Russie a 12 heures pour répondre. Je tiens pour exclue l'idée de l'acceptation par elle des conditions de l'Allemagne. »

Un télégramme de Guillaume II à François-Joseph était aussi arrivé : « Mon ordre de ce matin de s'apprêter à mobiliser toute mon armée et ma marine sera suivi à bref délai de la mobilisation effective. J'envisage le 2 août comme premier jour de mobilisation et suis prêt à déclarer la guerre à la Russie et à la France en exécution de mes obligations d'allié. Pour ce dur combat, il est de la plus haute importance que l'Autriche dirige ses forces principales contre la Russie et ne les disperse pas en prenant simultanément l'offensive contre la Serbie. Cela est d'autant plus important qu'une grande partie de mon armée est retenue par la France. Dans cette lutte géante où nous entrons coude à coude, la Serbie ne joue qu'un rôle tout à fait secondaire, qui ne suppose que des dispositions strictement défensives. Le succès de la guerre, et, par conséquent, le salut de nos monarchies, ne peuvent être espérés que si, tous deux, nous agissons de toutes nos forces réunies contre le nouveau et puissant ennemi... »

Après cet échange de télégrammes et la résolution de Conrad de porter son gros effort vers le Nord, aucun motif de suspicion ne se justifiait plus ni à Vienne au sujet d'un manque de fermeté de Berlin, ni à Berlin au sujet de mesures militaires trop fragmentaires de l'Autriche contre la Russie.

Deux insuffisances subsistaient néanmoins. La première a déjà été signalée. Quoique s'étant entretenus à diverses reprises de leur coopération éventuelle en Pologne, les états-majors des empires centraux n'avaient arrêté aucune disposition relative à un commandement supérieur sur ce théâtre de leurs opérations. Chacune des deux armées agirait de son côté au mieux du

résultat commun à atteindre. Les généraux en chef se tiendraient mutuellement au courant de leurs intentions et de leurs mouvements.

La seconde était l'absence de plan de coopération lui-même, un plan nettement convenu. Non que l'état-major allemand n'eût ses intentions arrêtées en ce qui concernait son action propre. Entre la France à l'ouest et la Russie à l'est, il manœuvrerait offensivement sur les lignes intérieures en portant son effort initial à l'ouest. Pendant celui-ci, et jusqu'à ce que le gros des forces allemandes libéré par une rapide victoire en France fût en mesure de se retourner contre les Russes, il appartiendrait aux Austro-hongrois de contenir ces derniers.

A diverses reprises, depuis l'an 1909, les deux chefs d'état-major s'étaient entretenus de ces perspectives, mais sans jamais sortir des généralités. La seule déclaration un tant soit peu mais encore très relativement précise, avait été faite au moment des adieux, lors d'une entrevue qui fut la dernière, au mois de mai 1914 : « Nous espérons, avait dit Moltke, en avoir fini avec la France six semaines après l'ouverture des hostilités, ou tout au moins être assez avancés pour pouvoir envoyer le gros de nos forces sur le front oriental. »

Conrad : « Il faudra donc que nous tenions contre la Russie au moins six semaines ¹. »

En application rigoureuse de sa conception, l'état-major allemand n'aurait pas été éloigné de ne laisser à l'est qu'un léger minimum de troupes allemandes, des troupes de 2^e ligne². Il faisait tout reposer sur la défaite de l'armée française. Les Austro-Hongrois, déclarait-il, recueilleraient de cette défaite un bénéfice plus assuré que celui d'une victoire qu'ils remporteraient sur le Bug.

Conrad ne se sentait point disposé à pousser jusque-là l'esprit d'abnégation. Il était prêt à concentrer en Galicie tout ce qu'il pourrait de ses soldats, mais n'oubliait pas que, depuis la guerre de Mandchourie, les Russes s'étaient promptement

¹ Conrad a publié un récit de cette conversation dans le 3^e tome de son ouvrage *Aus meiner Dienstzeit*. Une traduction française en a été donnée par la *Revue de l'Histoire de la guerre mondiale*, fascicule de juillet 1924.

² REICHSARCHIV. : *Der Weltkrieg 1914-1918*, tome II, pp. 4 et suivantes.

relevés de leur défaite. En 1914, leur degré de préparation était très supérieur à celui que les premières conversations entre les deux chefs d'état-major avaient reconnu en 1909. Il convenait de tabler sur une mobilisation et des concentrations devenues plus rapides et sur des corps de troupes mieux constitués.

L'état-major allemand n'en disconvenait pas ; volontiers il penchait à admettre que l'armée austro-hongroise ne serait pas en mesure de tenir le coup à elle seule contre les Russes, même pendant un délai aussi court que celui à la supposition duquel on se complaisait à Berlin.

Les conditions géographiques et topographiques du théâtre oriental des opérations, vastes plaines polonaises sans obstacles défensifs favorables avant la barrière des Carpathes, étaient telles qu'une résistance quelque peu prolongée devant les Russes imposait un début offensif. Sur ce point, Conrad était d'accord avec Moltke, et c'est bien dans ce dessein qu'il se montrait si résolu à rameuter en Galicie le plus grand nombre de ses divisions. Mais quoi qu'il fût, elles ne suffiraient pas à remplir l'espace à considérer, car les Russes, attendus très supérieurs en nombre, resteraient en mesure de déborder l'aile occidentale de sa concentration.

Ils pourraient davantage. Se rendant compte de leur intérêt à abattre l'adversaire allemand, il leur serait loisible de diriger sur la Silésie, la Posnanie ou la Prusse Orientale et la Basse Vistule des fractions plus ou moins importantes de leurs forces. Cette hypothèse devait retenir l'attention de l'état-major allemand autant et plus que celle de l'état-major austro-hongrois, et c'est en l'envisageant qu'on se rendait le mieux compte de la disproportion entre les effectifs et l'espace qu'ils auraient à couvrir. Du Dniestr, vers la frontière de la Bessarabie, au confluent du San et de la Vistule, la distance est de 400 kilomètres, et de 600 prolongée jusqu'au territoire silésien au nord du point d'appui de Cracovie. C'était la part, la lourde part de la quarantaine de divisions austro-hongroises. La distance devient de 1400 kilomètres si l'on ajoute, au nord de Cracovie, la part allemande, soit le pourtour du territoire polonais jusqu'au Niémen. En enjambant les marais du haut

Pripet, la distance en ligne droite est de 800 kilomètres, représentant le front austro-allemand au cas où une offensive entreprise en commun pourrait l'atteindre.

Ainsi le comprenait Conrad. Il aurait voulu une manœuvre de vaste envergure lui procurant un réel concours des Allemands, une action de force de leur part, de manière à attirer sur eux une partie des armées russes et à alléger sa tâche d'autant ; il voyait une offensive allemande partant de la Prusse Orientale vers la Narew, pendant que lui-même marcherait de la Galicie vers le Bug.

Si désireux qu'il pût être de prêter assistance à Conrad, Moltke répugnait à cette manœuvre, au moins au début des hostilités, à cause de l'affaiblissement auquel elle exposerait son front d'occident. Une douzaine de divisions, c'est à peu près tout ce qu'il pouvait consentir à la concentration de Prusse Orientale, et pour étayer le flanc gauche austro-hongrois, au nord de Cracovie, un corps de landwehr, qui serait en même temps une couverture de la région minière et industrielle silésienne. La suite viendrait après la victoire en France¹.

En définitive, les empires centraux vont se trouver l'un et l'autre en présence d'une guerre à mener sur deux fronts : l'Allemagne sur un front occidental et un front oriental ; l'Autriche-Hongrie sur un front nord et un front sud.

Pour l'état-major austro-hongrois, la situation se compliquait de plusieurs incertitudes. Qu'attendre de la Bulgarie ? de la Roumanie ? de l'Italie ?

Une intervention bulgare contre les Serbes serait d'un très sérieux appui. Conrad la souhaitait, naturellement, mais le gouvernement du roi Ferdinand de Bulgarie se tenait sur la réserve. Les dépêches de Sofia adressées à diverses chancelleries, les 27, 28 et 29 juillet, laissaient supposer la neutralité. La déclaration officielle en fut faite le 30². Le Feldzeugmeister Potiorek ne devait donc pas compter sur d'autres forces que les siennes propres pour la campagne contre les Serbes. D'autre part, il n'aurait pas à craindre un renfort grec à la Serbie dès

¹ KAUTZKY : *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*. Nos 251, 305, 318, 321, 336, 436, 453, etc.

² *Livre blanc grec*, Nos 17 et 18.

l'instant que la Bulgarie n'intervenait pas. La Grèce était résolue à la neutralité¹.

De la Roumanie, l'état-major austro-hongrois espéra beaucoup pendant longtemps. Elle était liée aux Empires centraux par un traité secret d'alliance, mais connu seulement du roi et de certains ministres. Or, progressivement, l'opinion publique roumaine s'était éloignée de l'Autriche ; elle désirait essentiellement ne pas voir compromis les résultats des guerres balkaniques enregistrés par le traité de Bucarest. En vain l'empereur Guillaume fera-t-il appel au roi Carol et lui télégraphiera-t-il sa confiance « que, comme Roi et comme Hohenzollern, Tu resteras fidèle à Tes amis et que Tu Te conformeras sans réserve à Tes obligations d'allié² », le roi Carol ne se sent pas en état d'accepter cette suggestion.

Cependant les craintes du comte Tisza ne sont pas fondées non plus : A fin juillet 1914, la Roumanie ne se prépare pas à envahir la Transylvanie. Comme la Bulgarie, comme la Grèce, elle proclamera sa neutralité. Le général Conrad ne croira devoir épargner aucune troupe sur sa concentration du nord pour parer au risque roumain.

L'Italie lui cause plus de souci. Il n'a jamais cru sérieusement à son concours malgré les assurances contraires de Moltke. Lorsque celui-ci, au cours de l'entretien de mai 1914, lui a affirmé que l'Italie mettrait trois corps d'armée à la disposition de l'Allemagne et qu'elle était disposée à mettre d'autres troupes à la disposition de l'Autriche : « Très bien, a-t-il répliqué, mais je préférerais que vous prissiez pour vous ces troupes italiennes... ».

Il reconnaît toutefois que le général Pollio, à cette époque chef de l'état-major italien, était un homme loyal, aux assurances duquel on pouvait se fier. Mais voici que, subitement, à la veille de l'ouverture des hostilités, Pollio meurt, si bien que Conrad sent ses inquiétudes renaître. Peut-on croire à la sincérité du gouvernement italien ? Il en doute, mais sans

¹ A propos de la différence des conceptions stratégiques de Moltke et de Conrad, l'ouvrage du Bundesministerium Ö. U. *letzter Krieg*, tome 1, 12^e page, publie un fragment d'une lettre adressée au général Conrad par le colonel-général de Moltke, le 19 mars 1909.

² KAUTZKY : *Documents allemands*, N^o 472, télégramme du 31 juillet.

pousser son souci jusqu'à réduire sa concentration du nord au bénéfice d'une surveillance de la frontière italienne.

Un seul Etat de ceux auxquels vont les préoccupations du chef de l'état-major austro-hongrois ne laisse place à aucune indécision, le Monténégro. D'emblée, il a fait savoir qu'une attaque de la Serbie par l'empire des Habsbourg ne le trouverait pas indifférent. Sans doute, Vienne ne lui ménage pas les belles promesses, mais elles sont trop naturelles à une heure de difficultés, et de semblables belles promesses ont foisonné depuis trente-cinq ans sans jamais avoir été tenues. Le 28 juillet, le ministère monténégrin décrète la mobilisation, et le 1^{er} août, la Skoupchtina, réunie extraordinairement à Cettigné, lui demande de déclarer la guerre à l'Autriche pour venir en aide aux frères serbes. Ce sera pour ceux-ci un appoint de 25 000 fusils et 40 000 hommes ¹.

Col. F. FEYLER.



¹ KAUTZKY : *Documents allemands* N^{os} 306, 312, 322, 325, 358, 393, 476, 622. Les chiffres sont de sources serbes. La publication du Bundesministerium, T. I. 7 Annexe, indique, au milieu d'août 1914, quatre détachements, du Sandjar, d'Herzégovine, du Lovcen et de vieille Serbie, formant, au total, 70 bataillons, avec environ 40 000 fusils.